



## **Déclaration liminaire au CTS du SPIP 14**

Nous profitons de la tenue de ce CTS pour revenir sur certains évènements qui ont émaillés la vie du service ces derniers mois.

Tout d'abord, 3 collègues se sont vus infliger 1 trentième, à l'initiative unique de leur hiérarchie locale, pour des motifs que nous considérons comme représentatif d'abus de pouvoir. Nous tenions à vous dire officiellement que l'équipe a vécu ces trentièmes comme des sanctions injustifiées, alors que les professionnels s'investissent pleinement dans leur travail, terminant parfois leur service bien après 19h! Nous tenions à vous dire également que l'équipe a ressenti une grande déloyauté de la part de leur hiérarchie qui a dénigré leur professionnalisme et un mouvement social d'ampleur (il est heureux que ces mêmes cadres n'aient pas apporté leur soutien à ce mouvement, ce qui aurait la pire des ironies !). Les effets de ces trentièmes sur les agents concernés sont dévastateurs : vous leur avez fait peser sur leurs épaules une forme de culpabilité, culpabilité du mauvais fonctionnement du service, voire de la récidive. Nous tenions également à le dire car vous ne leur avez jamais posé la question...

Deuxièmement, vous montrez encore une fois le peu d'intérêt que vous portez au dialogue social . Vous diffusez une nouvelle fois un ordre du jour au dernier moment (et loin des 15 jours obligatoires) pour ce CTS. Pire, vous annoncez en réunion départementale des décisions importantes relatives au fonctionnement du service en vous passant de l'avis des représentants syndicaux. Ainsi, vous demandez que 4 agents (!) soient mobilisés quotidiennement pour assurer l'accueil en MO. Mais sans jamais s'interroger sur l'utilité de ce dispositif, mesurer l'impact en terme de temps de travail, sans jamais faire part d'un manquement réel et constaté lors d'une permanence, sans prendre le temps de recueillir l'avis de l'équipe et de ces représentants. Vous invoquez la sécurité et accusez en réunion les CPIP de refuser de travailler en pluridisciplinarité. C'est parfaitement choquant et scandaleux : vous n'avez pas le droit de faire reposer sur nous la sécurité et ainsi tenter de nous culpabiliser en cas d'accident. Ce n'est pas notre travail, nous ne sommes pas formés à ça. De même, le travail en pluridisciplinarité ne se décrète pas, elle ne peut se créer que si la Direction la construit et l'encourage. Il est quand même terrible d'entendre des leçons d'une Direction qui, il n'y a pas si longtemps, interdisait l'accès aux réunions de service à la psychologue et à l'ASS car elles n'étaient pas CPIP !

Vous distillez des décisions brutales à longueur de temps, multipliez les exigences au mépris de la réalité des charges de travail, sans définir des priorités alors que les collègues ne peuvent plus assurer toutes leurs tâches.

Nous avons bien conscience que nous subissons l'effet des tracts de la fin d'année dernière sur ce que nous voulions en terme de management de service (tracts affichés pendant plusieurs mois dans un bureau de cadre). Mais nous assumons ces tracts et les maintenons mot pour mot. Rien n'a changé alors que ces tracts ont été rédigés pour vous bousculer et provoquer une discussion

nécessaire au bon fonctionnement du service public. Pire, aujourd'hui la vengeance est de mise (trentièmes, décisions unilatérales et brutales....).

Aujourd'hui, l'équipe s'interroge sur son investissement dans ce service. Les représentants syndicaux s'interrogent sur leur rôle : sommes-nous juste bons à proposer l'achat d'une cafetière en CTS ? Nous vous posons les questions suivantes :

Quelle vision avez-vous d'un SPIP et quel avenir voyez vous pour notre service dans ces conditions ?

Quel avenir voyez-vous dans vos relations avec l'équipe, représentée ici par ses représentants syndicaux?

Le 30/09/16, la CGT insertion et probation de Basse-Normandie